

CONDUITE DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Des insuffisances persistent encore

Des insuffisances dans la préparation et exécution des grandes projets d'infrastructures économiques et sociales «persistent», note le ministre des Finances, Karim Djoudi, qui a ouvert hier une rencontre intersectorielle.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Rappelant l'ampleur des projets d'investissements visant à développer les services publics, lancés depuis 2001 et pour lesquels d'importants engagements financiers ont été consentis par l'Etat, Karim Djoudi a mis en avant le respect des règles de rationalité et d'efficacité, de rentabilité économique et de la conformité avec les normes admises.

Certes, une approche de programmation pluriannuelle sur la base de stratégies sectorielles est privilégiée, indique notamment le ministre des Finances, soucieux d'une efficience accrue de la dépense publique et qui évoque par ailleurs la modernisation du système budgétaire.

Karim Djoudi relèvera ainsi qu'une démarche de coordination et de cohérence a été impulsée au niveau des grands secteurs infrastructurels, des performances sont attendues en matière de gestion, le contrôle de la dépense publique est renforcé et une

évaluation normative est escomptée.

Toutefois, le ministre des Finances observe que «certaines insuffisances, voire des lacunes persistent, particulièrement en matière de préparation et d'exécution des projets.

Ce qui se traduit systématiquement par un allongement des délais et implique, en dernière instance, des réévaluations des coûts de réalisation»..

Les anomalies dans la conduite des projets

A l'occasion de cette rencontre intersectorielle, le directeur général de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED), Amar Grine, a ainsi considéré que les dérives de coût, l'allongement des délais et autres insuffisances dans l'exécution sont notamment liés à «l'environnement des projets, à des problèmes de coordination, de libération d'emprises...».

Rappelons que la CNED, créée en 2004 et active depuis 2007, est un établissement public sous tutelle du ministère des Finances et en charge tant d'une mission d'assistance technique au service des maîtres d'ouvrage chargés des grands projets que l'amélioration de l'efficience de la dépense publique.

Plus explicite, la directrice des infrastructures de transport à la CNED, M^{me} Ayadi Radhia, relève les anomalies liées à des aspects d'ordre réglementaire et de procédure mais aussi relativement aux revues des études et aux suivis de la réalisation.

Il s'agit notamment de l'insuffisance des études géotechniques et géologiques, de l'insuffisance des études de clientèle et des analyses économiques et financières et du surdimensionnement de projet.

Mais aussi de l'inadéquation du délai de réalisation avec l'importance du projet et du maintien de l'option d'une infrastructure nouvelle malgré la non-rentabilité économique et l'opportunité non avérée du projet. Egalement, l'on fait état du lancement des projets sur la base d'études non maturées, l'installation du bureau d'études

pour le suivi et le contrôle des travaux bien après le démarrage des travaux, le manque de suivi des mesures environnementales, le non-respect du plan de passation des marchés dans le lancement des travaux...

Pourtant, des améliorations sont constatées

Certes, des réévaluations enregistrent une certaine «tendance baissière», observe le dg de la CNED qui note une meilleure maîtrise.

En effet, des mesures sont à l'oeuvre pour «réfréner» cette propension aux surcoûts, voire davantage d'efficacité est constatée et les études de maturation sont mieux élaborées et menées, indique ce responsable.

Une amélioration patente notamment durant les deux dernières années, d'autant que les différents secteurs infrastructurels disposent d'un guide de management des grands projets, élaboré en 2010 par la CNED avec la collaboration de la Banque mondiale et portant sur les modalités de maturation, suivi de la réalisation et l'évaluation prospective. Un guide et des prescriptions dont l'application par

les maîtres d'ouvrage avance de manière progressive, constate-t-on, même si des efforts restent encore à déployer.

Ainsi, la CNED qui suit un portefeuille global de 4870 milliards de dinars et qui a traité 68 projets en revue d'études et 46 projets de suivi de réalisation (travaux publics, transports, ressources en eau, aménagement du territoire, ainsi que certains grands projets de construction relevant d'autres secteurs...), a enregistré une économie de 32 milliards de dinars.

Soit l'équivalent de 40 km d'autoroutes ou 18 km de lignes de tramway, note la directrice des infrastructures de transport à la CNED.

Elle évoque dans ce contexte, l'amélioration de la qualité des dossiers reçus et l'implication des entreprises et opérateurs de réalisation durant le déroulement des projets.

En outre, la CNED a contribué à la résolution des situations de blocage sur des projets en cours de réalisation, la mise en place d'outils règlementaires ainsi que le lancement de procédures d'alerte, en vue de la redynamisation de certains projets ayant connu des dérives de coût et de délais.

C. B.

COMMANDE PUBLIQUE ET AMÉLIORATION DU PLAN DE CHARGES DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

«Les avis d'appel d'offres seront orientés vers la production nationale»

Après avoir mobilisé des sommes colossales (10 milliards de dollars) dans leur redressement, l'Etat est de nouveau appelé à la rescousse des entreprises publiques pour la protection de leur plan de charges et garantir leurs parts dans un marché concurrentiel.

S. Aït Mébarek - Alger (Le Soir) - Le choix d'orienter l'essentiel de la commande publique au profit de ces entreprises est clairement envisagé par Amara Benyounès, ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement qui a entrepris un périple ponctué de plusieurs haltes, à travers les entreprises du secteur public et privé de la wilaya de Tizi-Ouzou dans la journée de lundi dernier, allant de la zone industrielle de Oued Aïssi, à Fréha jusqu'à Aïn El Hammam. «Décision a été prise de donner la priorité à la production nationale dans l'orientation des avis d'appel d'offres ; le recours à d'autres clients et fournisseurs n'aura lieu que si les besoins de telle ou telle entreprise publique ne peuvent être

satisfaits localement», annoncera le ministre qui répondait ainsi à la préoccupation émise par le directeur général de l'entreprise Electro-Industries de Fréha qui évoque l'écueil de l'écoulement de la production en transformateurs qui risque de ne pas trouver preneur sur le marché dont «40% de la production habituellement pris par la Sonelgaz», dira le P-dg d'Electro-Industries qui met en cause l'importation et à un degré moindre, l'obsolescence des équipements qui datent des années 1980 et qui ne peuvent pas dépasser le volume de production pour lequel ils étaient conçus. Les contrats, notamment la convention de gré à gré, passés avec Sonelgaz, étant arrivés à échéance, il ne

reste à l'ex-Enel pour pouvoir assurer les équilibres financiers que l'issue des appels d'offres internationaux, selon le premier responsable de l'entreprise qui assure que toutes les conditions (homologation du produit transformateur par la Sonelgaz lié avec l'entreprise par un convention de gré à gré) sont réunies pour respecter les engagements et s'assurer une présence confortable sur le marché. L'option de la visibilité et d'une présence accrue sur le marché a été au centre des entrevues que A. Benyounès a eu avec les autres chefs d'entreprises Eniem et Leader Meubles de Taboukert à qui il a recommandé de faire preuve d'agressivité et de vélocité sur un marché ouvert à la occurrence et dominé par une offre de produits diversifiés et d'importation.

L'autre point visité par le ministre en charge du secteur de l'investissement industriel est le site de la future zone industrielle de Souamaâ, une commune

située à une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou dans la daïra de Mekla. S'étendant sur une superficie de 372 hectares, la future zone industrielle dont les travaux d'aménagement sont confiés à un groupement d'entreprises algéro-espagnol est promise à un statut de véritable parc industriel. La création de quelque 60 000 emplois sont escomptés à travers la création de cette zone industrielle qui, à en croire les propos du wali de Tizi-Ouzou, intéresse des entreprises de taille internationale, à l'instar de Coca Cola ou de Hayat qui ont manifesté leur intérêt pour se positionner sur cette espace dédié à l'investissement, le quatrième de par son importance sur un ensemble d'une quarantaine de projets similaires à l'échelle nationale et qui est appelé à constituer un véritable poumon économique pour les populations de cette partie importante de la wilaya de Tizi-Ouzou.

S. A. M.

AUTOROUTE EST-OUEST

Le lac au-dessus du tunnel de Djebel El Ouahch sera asséché

Un des lacs formant la réserve naturelle de Djebel El Ouahch, situé au dessus du tunnel du même nom qui s'est effondré le premier jour de l'an «sera asséché». La mesure, «préventive», assure-t-on, prise par le constructeur nippon, Coojal, en concertation avec la DTP et l'ANA serait «provisoire».

Farid Benzaïd - Alger (Le Soir) - Située juste au-dessus du tunnel en construction, où s'est produit un éboulement de plusieurs

centaines de mètres obligeant les autorités à fermer à la circulation le tube droit inauguré au mois d'août 2013, le lac en question sera

asséché. Selon un responsable de la DTP qui s'exprimait, hier, il a été décidé de «drainer les eaux du lac situé au dessus du tunnel effondré». Cette mesure, intervenant alors que l'expertise lancée par le ministre des Travaux publics pour déterminer avec exactitude les raisons du glissement qui se poursuit encore serait provisoire. Selon les

explications de ce responsable, «la décision prise après concertation avec tous les intervenants est de nature préventive». Autrement dit, son objectif est d'éviter tout risque d'infiltration d'eau.

Aussi, a-t-il encore expliqué, l'assèchement de ce point d'eau est «provisoire et il sera réhabilité une fois les travaux achevés». Toujours est-il, on ne sait pas quel

sera l'impact de cette décision sur l'équilibre, déjà fragile de la réserve.

Notons que le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, qui effectuait lundi une visite dans la wilaya de Skikda s'est enquis de la situation au niveau du tunnel. Selon lui, les travaux reprendront dans un ou deux mois au plus tard.

F. B.